



C.P. 2001
1211 GENÈVE 2
Tél. 022/ 347 75 93
C. C. P. 12-1040-5

septembre 1995

16

Bulletin d'Information





CONSTITUTION DU COMITE

DE L'ASSOCIATION CAP-VERT GENEVE

PRESIDENT

Monsieur François GATI

Case postale 190
Rue Louis Curval 4
1211 GENEVE 25

priv. 347.75.93
fax. 789.18.33

VICE-PRESIDENT

Monsieur François PAYOT

Ch J.-F. Dupuy 24
1231 CONCHES

prof. 329.43.53

MEMBRES

Monsieur Jean BABEL

Rte de Soral 9
1232 CONFIGNON

priv. 757.11.59

Monsieur Roland BERGER

Place Reverdin 2
1206 GENEVE

priv. 346.71.17

Monsieur Jean-Daniel CATTIN

Ch. des Esserts 11 a
1213 PETIT-LANCY

priv. 792.59.68

Monsieur Manuel FORTES

Rue Dancet 6
1205 GENEVE

prof. 329.39.98

Mademoiselle Yvette FORTES

Rue Jean-Violette 8
1205 GENEVE

priv. 321.55.22

Monsieur Georges ROSSIER

Rte Saconnex d'Arve 60
1228 PLAN-LES-OUATES

priv. 771.22.81

Monsieur Roland VUATAZ

Conservatoire Populaire
de Musique
Bd St-Georges 36
1205 GENEVE

prof. 329.67.22

Madame Nelly WICKY

Champ-d'Anier 26
1209 GENEVE

priv. 798.78.66

CONSEILLER

Monsieur Christian CORMINBOEUF

Ch des Vignes 3
1258 PERLY

SECRETAIRE EXECUTIVE/TRESORIERE

Mademoiselle Carmen RIBOTEL

Rue Dizerens 7
1205 GENEVE

priv. 320.08.92
fax 320.11.67

07.1995

**Compte rendu de la visite du délégué au Cap-Vert
du 21.01 au 06.02.1995**

Après un voyage sans problème, j'arrive à Mindelo le 21 janvier 1995. Monsieur Fortes m'attend à l'aéroport et m'emmène chez lui où enfin, je vais pouvoir goûter la vraie cuisine cap-verdienne.

Le lendemain matin, nous partons pour Santo Antão. La traversée se fait en bateau (environ 1 h 30) sur une mer houleuse car nous avons un vent de Nord assez fort. Sur les îles, la température varie entre 22 et 27°. Un représentant de la Fondation Osvaldo Rocha nous attend à Porto Novo et nous partons par les routes escarpées pour Ponta do Sol, la route sinueuse passe sur les crêtes des montagnes avec des précipices impressionnants des deux côtés.

En arrivant à Ponta do Sol, nous continuons vers Chà das Pedras, qui est notre destination. Il n'y a plus de route réelle car où nous passons c'est le lit d'une rivière desséchée et la route-même est délimitée par des pierres. Cette "route" n'existera plus dès l'arrivée de la saison des pluies, tout sera inondé par l'eau descendant de la montagne. Pendant ces 4 - 5 semaines, les villages, en haut de la montagne, seront complètement isolés.

Je passe la nuit dans la maison d'un des représentant de la Fondation, Messieurs Adalberto et Agnelo Oliveira. Dès 22 h., le générateur est arrêté et je termine ma toilette du soir dans l'obscurité sans électricité et sans eau ! Le matin, l'eau arrive enfin, mais l'électricité ne revient qu'à 18 h..

Pour le petit-déjeuner, nous avons des langoustes, du ragoût de poulpes, du manioc etc..., avec du café fort.

Nous partons dans la montagne pour visiter les villages éparpillés un peu partout pour se rendre compte de leur isolement réel. Notre "ascension" dure depuis plusieurs heures car nous "devons" nous arrêter plusieurs fois dans les maisons de certains notables de la région pour manger un peu de fromage de chèvre et le tout poussé par une eau de vie de Santo Antão (le grogue). Tout cela est absolument obligatoire car ça doit aider l'ascension dit-on ! (nous avons fait environ 4 à 5 arrêts...) Pendant notre "promenade" et pendant notre repas du soir, nous avons discuté la situation locale avec le Président de la municipalité de Ponta do Sol, Monsieur Jorge Santos et d'autres membres de la Fondation Osvaldo Rocha qui demandent notre aide pour la réalisation du Centre médical et professionnel.

Le président de la municipalité, Monsieur Jorge Santos, émet l'idée d'un possible jumelage de sa municipalité avec une commune genevoise. Nous devons y réfléchir.

Le lendemain matin, nous avons une réunion à la municipalité de Ponta do Sol avec les membres de la Fondation Osvaldo Rocha. Nous revoyons les plans concernant le Centre médical et la Formation professionnel pour le rendre plus réaliste et réalisable pour nos moyens. Les architectes redessinent les plans. Par ce fait, nous réduisons le coût de 50 % ce qui nous permettra ainsi d'accepter la réalisation de ce projet.

Autres sujets dont nous avons discuté :

- Recherche de moyens de sensibilisation des communes genevoises envers le Cap-Vert (organisation de réunions, jumelage, etc...).
- Demandes d'organisation de visites d'hommes d'affaires pour les renseigner sur des possibilités d'investissement au Cap-Vert.
- Recherche de financement pour la construction d'une passerelle reliant deux villages (économie de 2 à 3 heures de marches).
- Recherche de création de mini-entreprises. Nous recevrons une publication contenant tous les projets envisagés dans l'île de Santo Antão.

Après cette course marathon à Santo Antão, j'ai dû faire un arrêt forcé à Praia pour cause de "tourista". Bilan : une journée au lit !

Le 26 janvier 1995, l'avion partant pour Fogo a été annulé à cause du brouillard. Je profite de cette attente pour me réhydrater. J'apprends à ce moment que l'épidémie de choléra qui sévissait sur l'île a fait déjà 30 morts (ces "bonnes nouvelles" contribuent encore à mon affaiblissement) !

Le 27 janvier 1995, je suis enfin à Fogo où Monsieur Barbosa m'attend et nous partons pour Sao Filipe. En arrivant à l'hôtel Xaguate, je me réjouis de voir les changements depuis l'année passée, car l'hôtel a été repeint et, dans certaines chambres il y a déjà un téléphone.

*Centre Coopératif
de Sao Filipe/Fogo
en 1993*



Nous visitons le Centre Coopératif qui est terminé et, sans fausse modestie, c'est le plus beau bâtiment de toute l'île, avec une salle de conférence très bien équipée pour des activités diverses. Après la visite du bâtiment, nous nous mettons à table pour faire nos comptes débutant en 1986. Les comptes révèlent qu'il reste un peu d'argent pour acheter 100 à 150 chaises pour la salle de conférence.



Centre Coopératif de Sao Filipe/Fogo en 1995

Je visite ensuite le lycée de Sao Filipe et l'Hôpital pour voir si les colis envoyés sont bien arrivés ou non. Après contrôle, je constate qu'une partie d'entre eux est restée à Praïa et ceux destinés à l'hôpital ont été remis au Collège.

Cette erreur des douanes m'a coûté une journée à Praïa pour libérer les colis, les dédouaner et les envoyer à Sao Filipe.

Je voulais rencontrer Monsieur Veiga, président de la municipalité de Sao Filipe, mais il était à Lisbonne à ce moment-là et c'est son adjoint, Monsieur Ubaldo Lopes qui m'a reçu. Nous avons parlé des deux futurs projets concernant les tamarins et les cacahuètes mais les études de faisabilité ne sont pas encore arrivées. Il me parle de la visite des représentants de REDI qui ont discuté avec les artisans qui n'ont pas voulu fabriquer les fourneaux par manque de matériel et par manque de lucre. En tous les cas, il achètera un exemplaire et l'utilisera comme modèle pour une future fabrication. La seule solution pour introduire ces fourneaux est que REDI investisse en créant une minifabrique de fourneaux et les fabrique en faisant des bénéfices sur les ventes. Pour la création de cette mini-entreprise, il mettra à la disposition de REDI des locaux gratuitement.

Après notre réunion, j'ai pu assister à un tournoi de football où j'ai pu voir la technique et la témérité des joueurs cap-verdiens jouant dans la poussière, sur terre battue.

Pour partir de Sao-Filipe, j'ai pris le bus de TACV pour Mosteiros où, en compagnie de Monsieur Pedro Rodrigues, député, j'ai pu mangé un excellent cachupa avant de m'embarquer pour Praia.

En arrivant à Praia, j'ai pris contact avec les douanes, comme déjà indiqué plus haut, pour libérer et envoyer les deux palettes restées sous douane.

J'ai ensuite rendez-vous avec Madame Silva, présidente de l'INC (Institut National des Coopératives). Nous faisons un tour d'horizon de nos activités passées et futures. Nous déjeunons ensemble et avons la possibilité de présenter notre Association à Monsieur Veiga qui a d'ailleurs inauguré, il y a peu de temps, un de nos jardins d'enfants à Maio.



Pendant mon séjour à Praia, j'ai rencontré Madame Lucia dos Anjos, directrice de la Télévision capverdienne, qui me donne des cassettes vidéo concernant le Cap-Vert et utilisables pour nos réunions.

Le 1er février 1995, j'ai demandé une entrevue à son Excellence Monsieur Mascarenhas, Président de la République du Cap-Vert, et nous avons passé environ trois heures ensemble. Nous avons discuté de différents sujets concernant notre association et le Cap-Vert.

Nouvelle rencontre avec Monsieur Anhorn au siège de la DDA. Nous discutons de l'évolution des projets et de la situation politique. A la fin de l'année, il y a des élections municipales et en 1996, l'élection présidentielle. Il me donne le texte de la nouvelle orientation de la DDA en ce qui concerne son activité au Cap-Vert.

Le lendemain,
je pars pour
Maio où je suis
reçu par
Monsieur Andrade
souriant et content de
lui. Je le comprends
car ses projets
marchent parfaite-
ment bien, les
jardins d'enfants
de Morro et
Pedro Vaz sont
terminés,

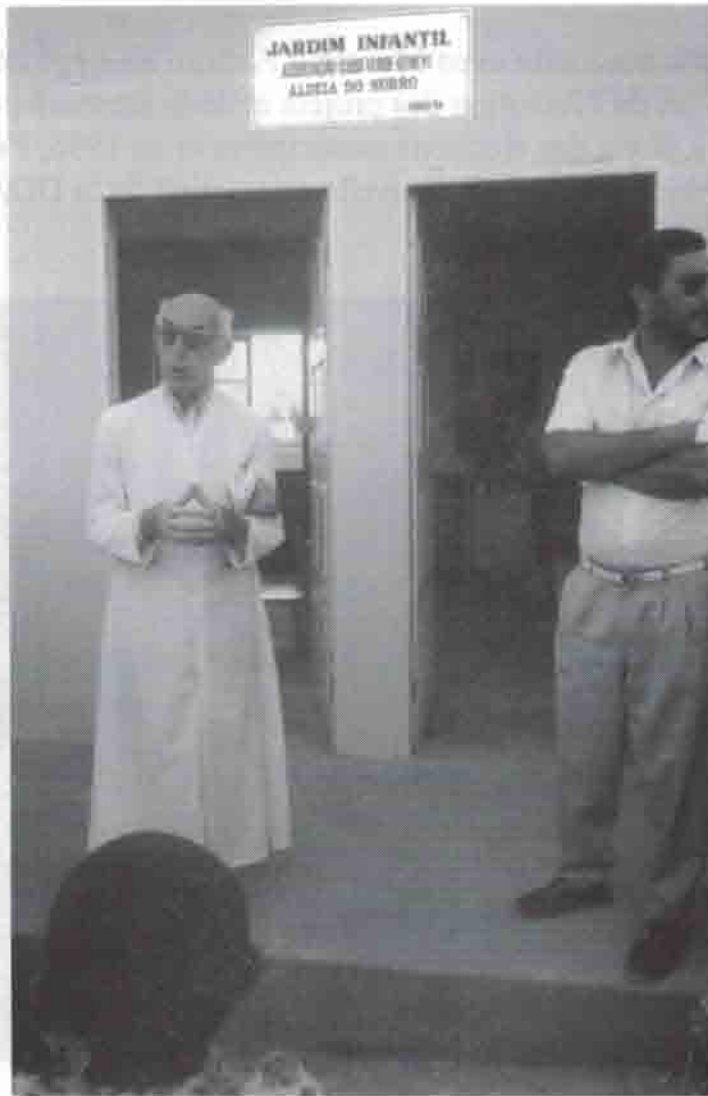


Cascabulho est presque fini et ils vont commencer la construction du jardin d'enfant de Ribeira Dom-João qui sera le dernier. Ce projet sera donc terminé d'ici fin 1995.



*Jardin d'enfants
terminé à Morro*

*Inauguration du jardin
d'enfants de MORRO...*



... les enfants



Il me demande, comme d'autres l'ont déjà fait, de participer à la création de mini-entreprises. Lui, il est intéressé par la pêche. Qui sait peut-être que l'ACVG pourrait retourner vers ses premières amours : la pêche artisanale !?

L'enseignement que j'ai retiré de mes discussions avec les responsables locaux qui me demandaient de l'aide pour la création des entreprises est, que nous ne devons plus donner d'argent à fonds perdus mais nous assurer que l'entreprise aidée peut, par la suite, devenir rentable et puisse rembourser l'argent reçu qui sera à son tour réinvesti dans d'autres projets.

Au retour, je m'arrête pour quelques heures à Sal où un membre local de la Fondation Osvaldo Rocha me prend en charge et me fait visiter l'île. Je quitte cette île pleine d'un soleil qui me suffira, je l'espère, pour attendre la fin de l'hiver rigoureux que nous avons chez nous.

François Gati

"L'EAU, C'EST LA VIE"

Quel thème pouvait-il mieux convenir pour présenter le stand de notre association que celui choisi par la commune de Plan-les-Ouates dans le cadre de l'exposition ayant eu lieu du 9 au 13 mai 1995 ?



le stand, "les standistes "

En effet, toutes les associations subventionnées généreusement par cette commune étaient conviées en mai dernier à exposer leurs activités et leurs projets concrétisés ou en voie de réalisation dans la salle communale, animée durant quatre jours par des présentations musicales, picturales, gastronomiques et culturelles de toutes provenances (sous forme de concerts, d'expositions photographiques ou d'objets d'artisanat, de repas, de table ronde,...).

Ce fut l'occasion pour Cap-Vert Genève de présenter sur trois panneaux des photographies montrant ce qu'est et où est ce groupe d'îles perdues au milieu de l'océan Atlantique, à mi-chemin entre le Portugal et le Brésil et qui va fêter cet été, les vingt ans de son indépendance.

Le centre coopératif de Sao Filipe, le jardin d'enfants d'Achada Mentirosa, la coopérative de Châ das Caldeiras à Fogo, les nouvelles réalisations pour la scolarisation des jeunes enfants de Morro, Pedro Vaz et Cascabhulo à Maio permirent à chaque visiteur de se faire une idée précise de nos activités. Des films vidéo (musique, éruption volcanique de Fogo, les hommes des nuages) complétaient, par une note sonore et d'actualité, cette présentation.

Il faut souligner l'initiative intéressante qu'ont prise quelques enseignants de l'école primaire de Plan-les-Ouates en "formant" les élèves volontaires d'une classe à la présentation d'un stand chacun. Chaque élève avait ainsi librement, selon son intérêt personnel, la possibilité de s'approprier les préoccupations d'une association et de la présenter, dans un premier temps à tous les camarades de leur école qui ont consacré une demi-journée à circuler dans les différents stands, puis à leurs parents et amis qui se sont déplacés nombreux le samedi matin.

Merci aux autorités de Plan-les-Ouates d'avoir mis sur pied cette manifestation et aux membres l'association qui ont assuré une présence permanente durant ces quatre jours.

Jean-Daniel Cattin



Francisco le marin

31 décembre 1994,
Cointrin, midi :
deux personnes
attendent un pas-
sager sur le tarmac.
Une personnalité ?
Dans un certain sens :
Francisco voit finir ce
jour-là huit ans de
quasi-réclusion à
Calcutta

24 Heures du 5 janvier 1995
Daniel Saugy



A Calcutta, un Suisse brise l'enfer d'un marin

Pour une affaire de salaire non payé, un marin du Cap-Vert a passé huit ans reclus dans une minuscule chambre du port de la mégapole indienne. Confiant en la justice, convaincu d'obtenir une substantielle indemnité avant de réembarquer pour son pays, Francisco (photo) a patienté en survivant avec un franc par jour. Le photographe vaudois Benoît Lange a fini par le convaincre de mettre un terme à son exil. Muni d'un visa humanitaire suisse, il a passé le réveillon à Aigle, avant de gagner dans quelques jours le Portugal, puis sa patrie.

Benoît Lange

Un volcan se réveille au Cap-Vert

Nouveau Quotidien
4.4.1995

*Le Pico de Fogo somnolait depuis quarante-quatre ans.
Plus de cent personnes sont bloquées à ses pieds.*

Le volcan Pico de Fogo sur l'île de Fogo, l'une des dix îles du Cap-Vert, est entré en éruption dans la nuit de dimanche à lundi, provoquant le départ de milliers d'habitants des villages les plus proches. Plus de cent personnes sont bloquées dans la fournaise. Cela faisait 44 ans que le volcan somnolait, seules des fumerolles trahissaient une activité volcanique récente.

«Vers 23 heures, les habitants de l'île ont été réveillés par une secousse sismique accompagnée de grondements sourds, raconte Monique Widmer, de l'équipe capverdienne de Caritas. Une pluie de cendres et de cailloux s'est abattue sur la région, et une coulée de lave a aussitôt bloqué l'accès par la route du village le plus proche du cratère.» La lave s'échappe d'une fissure de 200

mètres de long, qui s'est ouverte au pied du cratère principal du Pico de Fogo. Hier, un gros panache de fumée noire chapeautait l'île, et la coulée de lave, sous surveillance aérienne, n'avait pas encore atteint le village le plus proche.

«A Chá das Caldeiras, plus de cent personnes sont prisonnières de cette fournaise, quasi sans eau ni nourriture, rapporte Monique Widmer, citant le témoignage d'un curé qui s'est rendu sur place. Les enfants, les femmes enceintes et les personnes âgées n'ont pu s'enfuir par des chemins muletiers difficiles.» De plus, l'éruption d'hier touche une île déjà sinistrée par la sécheresse. «Les habitants de Fogo manquent d'eau, n'ont ni fourrage ni produits agricoles, rajoute Monique Widmer. Dans ces condi-

tions, il est très difficile de les persuader de quitter leur maison: ils s'accrochent au peu qui leur reste.»

Entre 3000 et 4000 personnes ont fui les deux villages les plus menacés. «Les gens de l'île sont très solidaires, poursuit Monique Widmer. Les habitants des villages côtiers sont aussitôt montés en voiture chercher leurs compatriotes exposés.» Pour parer au pire, les autorités locales ont demandé au gouvernement de mettre en alerte plusieurs navires en vue d'une éventuelle évacuation des populations. «Les gens sont sur le qui-vive, mais la situation est calme, constate la collaboratrice de Caritas. Hier, l'évacuation de l'île entière (38 000 habitants) n'était pas envisagée.»

ANNE CRISINEL
AVEC AFP

FÉDÉRATION GENEVOISE DE COOPÉRATION

Traduction résumée du document reçu de la DDA (21 mars 1995) intitulé Collaboration avec les ONG suisses
--

1. Objectifs et domaines de la collaboration avec les ONG suisses**1.1 Dialogue sur le plan politique**

Dialogue régulier au niveau du chef du département et des directeurs de la DDA avec les responsables des plus importantes ONG au sujet des thèmes politiques actuels qui touchent à la politique de développement.

1.2 Discussions et échanges d'informations sur des thèmes touchant à la politique de développement et à sa mise en application

Echange, approfondissement et délimitation de thèmes spécifiques d'intérêt général avec comme objectif de promouvoir des complémentarités et des collaborations entre la DDA et les ONG et entre les ONG.

1.3 Information réciproque

Extension de l'information entre la DDA et les ONG et à l'intérieur de la DDA pour assurer la mise au courant sur des événements, des travaux et des politiques. Objectif : améliorer et simplifier les informations et les réseaux de relations entre les ONG.

1.4 Politique et critères d'attribution de crédits

Formuler une politique de crédits claire et transparente vis-à-vis des ONG suisses.

1.5 Négociation et gestion du budget des ONG

Opérationnalisation de la politique de crédits, gestion des négociations et coordination des crédits par le service des ONG en collaboration avec les personnes de contact à la DDA.

2. Résultats à ce jour

Depuis 1991, la collaboration de la DDA avec les ONG a été systématiquement étendue. Les résultats suivants ont été atteints au cours des trois dernières années :

2.1 Contact et discussions au niveau du Conseil fédéral

Depuis la reprise du département par Flavio Cotti et de la DDA par Walter Fust, il y a eu des contacts réguliers sur le plan politique (2 fois par an)

2.2 Discussion et échanges d'informations sur des thèmes de politique de développement et de son opérationnalisation

Depuis 1992 des contacts formels et informels ont été établis entre les ONG et la DDA et des domaines de discussion définis.

Rencontres entre la DDA et les ONG bénéficiant d'une ligne de crédit (2 fois par an)

Discussion de programme avec des institutions particulières.

Discussions entre la DDA et les organisations de régie.

Discussions par pays

Des discussions entre la DDA et toutes les organisations suisses actives dans un pays donné sont organisées selon les besoins (Haïti, Pérou, Equateur, Inde, etc)

Contacts avec d'autres organisations de coopération au développement

- En cas de demande de financement de projets par l'intermédiaire du service des ONG

- Information générale

2.3 Information réciproque DDA-ONG

Cette information a lieu dans le cadre des discussions évoquées au point 2.2

Exemples d'information et d'invitation adressées à des ONG :

- Conférences (Rio, sommet social, conférence sur la population, ...)
- Etudes

- Offre de formation continue pour les ONG

Sur le plan interne, le volume des informations a également augmenté selon les disponibilités des personnes. Les informations se concentrent principalement sur les programmes et les projets des ONG, leur documentation et leurs activités.

2.4 Politique de collaboration et de crédit

Une des premières tâches du service des ONG a été de formuler clairement les conditions d'attribution de crédits et les critères pour les ONG suisses de manière à assurer un déroulement transparent et correct des tractations.

Les partenaires de la DDA pour les crédits de coopération au développement sont les ONG

- qui sont implantées dans la population suisse et qui l'informent sur les questions Nord-Sud
- dont la base de travail est la loi sur la coopération au développement
- qui ont une politique de développement bien profilée, des capacités opérationnelles et des expériences
- et qui sont intéressées à la coordination et à la coopération.

Selon ces critères, la DDA fait la distinction entre

- a) les grandes ONG avec des capacités avérées,
- b) les petites ONG avec des capacités financières et opérationnelles plus limitées.

Les plus grandes ONG, dont nous connaissons bien le travail après de longues années de collaboration, obtiennent des crédits de programmes selon des accords de trois ans. Dans ce cas, nous demandons et encourageons

- des perspectives et une planification à long terme de la coopération,
- une orientation marquée vers les programmes de développements (avec des points forts) et des discussions annuelles sur les programmes. Ceci permet

- a) une vue d'ensemble et une appréciation du travail général des ONG (par opposition aux projets isolés)

- b) des échanges et une meilleure connaissance réciproque ainsi que des collaborations.

- la professionnalisation dans les domaines de la planification, de l'évaluation, du suivi, de même que l'application de critères de durée dans les projets,

- la participation financière de la DDA aux programmes des développements des ONG s'élève au maximum à 50 %.

Les petites ONG

Application de critères de crédits aux institutions et aux projets soumis. Un traitement équitable des demandes est assuré par un examen des projets tous les 6 mois. La participation financière de 50 % garantit que les petites ONG sont implantées dans la population.

2.5 Budget des ONG, négociations et administration

Le budget du service des ONG pour les crédits de programme (y compris les programmes de volontaires) et les crédits pour les projets des petites ONG s'élèvent, en chiffres ronds, à 50 millions de francs (1995)

La responsabilité des négociations des crédits de programme, de l'attribution et de la gestion des crédits relève du service des ONG et garantit de ce fait une cohérence dans la politique d'attribution des crédits.

L'examen de petites demandes de crédit ou de petits projets demande un temps de travail proportionnellement plus élevé par rapport au traitement des gros montants.

3. Points forts pour l'avenir

3.1 Situation de départ

Dans les 2-3 dernières années, les relations se sont renforcées, la compréhension mutuelle s'est améliorée, ceci malgré un contexte budgétaire peu favorable.

Les craintes ont pu être surmontées, avec toutefois comme conséquence que des institutions qui manifestaient une certaine retenue jusque là (Action de Carême, EPER, Caritas, Pain pour le Prochain) demandent maintenant des crédits fédéraux plus importants pour leur programmes.

Le service des ONG est maintenant une porte d'entrée clairement identifiable et un lieu d'information.

3.2 Discussions et échanges d'expériences

Grâce aux rencontres à un haut niveau de décision et qui couvrent des domaines importants, les ONG se considèrent comme des acteurs de la société civile pris au sérieux.

Les séances d'information ont amené à une meilleure compréhension et à une acceptation des différences.

Pratiquement, des rencontres ont lieu tous les trois mois. Une fréquence plus élevée dépasserait les capacités de la DDA et des ONG.

Les cadres de discussion donnent une occasion d'aborder des sujets très divers. Ouverture et flexibilité seront développées à l'avenir.

3.3 Information réciproque et collaboration

Cette information peut encore être améliorée, par exemple information sur le travail et la politique par secteurs, sur les démarches politiques, nouvelle forme de coopération, publications de l'OCDE, expérimentation avec les ONG de solutions nouvelles et mieux adaptées, ...

La DDA invitera plus souvent à des discussions internes des ONG intéressées.

3.4 Information du public

Des rencontres régulières sont prévues entre le service d'information de la DDA et les ONG sur ce sujet.

3.5 Politique de crédits

Crédits de programme

La participation de la DDA à ce genre de crédit est limitée à 50 %.

Le pas en direction du soutien de programme chez les grandes ONG s'est révélé positif, il représente pour elle un défi. Cette politique va être poursuivie, la programmation encouragée auprès des ONG et demandée avec plus d'insistance lors des négociations de crédits pour 1996-98.

On va également examiner si la participation doit et peut être basée (par ex 33 %) sur le programme général d'une ONG par comparaison avec les cofinancements actuels de projets. Dans cette perspective, divers critères (notamment qualité la programmation) sont à prendre en compte. De même, une différence pourrait être faite entre des œuvres d'Eglises et des institutions laïques, vu que les premières ont en général inclus dans leur programme des projets de mission ou de pastorale qui peuvent être financés avec des moyens privés.

Pour les organisations qui jusqu'à présent recevaient plus de 50 % du financement de leur programme (Helvetas, Swisscontact, Swissaid), il y a des solutions à l'étude (par exemple, une compensation par des projets en régie ou des prestations particulières)

Ligne de crédit pour de petits programmes d'organisations suisses : la mise au point d'une autre forme de soutien est en route. Par analogie avec la collaboration avec des organisations faïtières (Pain pour le Prochain, FGC), qui permettent l'accès au crédits de très petites organisations, on examine la possibilité de transférer le traitement des demandes des autres petites organisations (qui n'ont pas accès au crédit par ces organisations faïtières) sur une organisation de plus grande envergure.

4. Organisation

Les relations avec les ONG suisse concernent

- le plan politique

- la collaboration sur le plan de la politique de développement et des opérations : régie, crédits et domaines de discussion qui sont liés à cela.

La responsabilité et la coordination du travail avec les institutions qui ont des projets en régie dépend du responsable de la section des opérations.

Le service des ONG est responsable des contacts et de la collaboration avec les organisations qui bénéficient de crédits. Cela occasionne une multitude de contacts et de tâches de coordination des réseaux.

L'intensification des contacts et l'échange d'information, l'extension des prestations de même que la disponibilité permanente du service des ONG a nécessité une augmentation limitée des postes de travail (de 200 à 250)

Direction	100 %
Traitement des dossiers, information, volontaires	100 %
Administration	50 %
Total	250 %

Service de ONG

Dora Rapold	90 % (direction) jusqu'au 18.4.95
Olivier Berthoud	dès 18.4.95
Werner Schumacher	40 % (volontaires) jusqu'au 1.4.95
Katrin Rudolf	50 % (secrétariat administration)

Personnes de contact pour les ONG qui ont des programmes

Brot für Alle	Käthy Schneitter
Caritas	François Rohner
Action de Carême	Pierre Petitat
FGC	Josef Imfeld
EPER	Käthy Schneitter
Helvetas	Remo Gautschi
SAH	Peter Sulzer
SKIP	Vera Kücholl
SRK	Rudolf Hager
Swissaid	Werner Schumacher
Swisscontact	Peter Künzi

Montants planifiés pour les ONG 1994-1998 (en millions de francs)

Année	1994	1995	1996	1997	1998
Crédits de programme	39,7	40,6	41,6	42,6	44,1
Ligne de crédits pour petits projets	1,3	1,5	1,8	2,0	2,2
Programme des volontaires	7,7	7,9	8,1	8,4	8,7
Total	48,7	50,0	51,5	53,0	55,0

OUVERTURE D'UNE LUCARNE SUR UNE DES REALITES DE LA
SITUATION SOCIO-ECONOMIQUE DU CAP-VERT : LE F.A.I.M.O.
(*Frentes de Alta Intensidade de Mao-de-Obra = Front de Haute Intensité de Main
d'Oeuvre*)

Le F.A.I.M.O., depuis l'indépendance, 1975, représente l'une des activités socio-économiques les plus importantes du pays. En effet, grâce à ce secteur 20'000 personnes ont un emploi, ce qui fait vivre environ 1/3 de la population (population totale environ 350'000).

Dans les îles du Cap-Vert, la sécheresse ne se conjugue toujours pas au passé. Les quelques gouttes de pluie qui tombent par année rendent la situation des paysans toujours plus précaire. Afin d'éviter que les agriculteurs tombent dans une situation de désœuvrement total, le gouvernement capverdien a instauré un plan emploi complémentaire, créant ainsi une activité rémunérée pour une importante partie de la population.

Au départ ce devait être un secteur de transition, mais selon les économistes capverdiens, à ce jour, "20'000 personnes sont embrigadées dans un programme qui n'est plus qu'une forme de traitement social de la pauvreté qui affecte les groupes de la population les plus vulnérables".

Les travailleurs du Front participent essentiellement à des activités de construction d'infrastructures telles les routes ou à des programmes de reboisement. Le montant des dépenses salariales mensuelles du Front s'élève à environ 130 millions d'Escudos capverdiens. Les fonds proviennent essentiellement de la vente des produits d'aide alimentaire internationale. En effet, les dons offerts par les partenaires du développement du Cap-Vert sont commercialisés par l'E.M.P.A. (entreprise nationale de redistribution alimentaire) qui reverse les bénéfices au Fond National du Développement (F.D.N.), qui à son tour finance les projets qui emploient les paysans.

Cette pratique empêche le développement d'une mentalité d'assistés et instaure un esprit de "food for work" travail contre nourriture. Au-delà de cela, les impacts sur l'économie et l'environnement sont importants. En effet, grâce aux travailleurs du Front plusieurs centaines d'hectares ont été arborisés, facilitant ainsi la recherche du bois de combustion. Cette conséquence directe se joint aux travaux de correction du sol dans le cadre de la lutte contre l'érosion.

Cependant depuis quelques années les économistes du pays demandent la reconversion du Front car c'est un système provisoire dépassé et non productif et aussi "parce que ce n'est pas de cette manière que nous allons réussir la lutte contre la pauvreté qui touche 44% de la population du Cap-Vert". En effet, les produits vendus par l'E.M.P.A. sont des subsides qui permettent aux 56% restants d'acheter des marchandises à un prix inférieur au coût original. Il en résulte le maintien du fossé entre ces populations.

8001					
1.14					
5.5					
7.8					
0.22	0.22	2.12	0.00	7.83	

Jusqu'à ce jour aucune étude approfondie n'a été faite sur la reconversion du F.A.I.M.O. Pour cela, il serait nécessaire de revoir tout le processus du développement du Cap-Vert, en commençant par l'aide alimentaire.

Selon les économistes capverdiens "au lieu d'une aide alimentaire, pour colmater le déficit alimentaire chronique, on pourrait obtenir une aide de la balance des paiements". Ainsi, le Cap-Vert achèterait des produits de première nécessité et grâce à leur vente, il investirait dans des secteurs rentables tels que la pêche qui emploierait de nombreux travailleurs de la F.A.I.M.O.

Le grand obstacle de la question du Front est d'ordre politique, car le Front représente 50% des emplois temporaires et 25% des emplois du Cap-Vert. Il sera donc difficile à faire accepter à toute cette population des changements avec une reconversion où l'on ne peut pas promettre que pendant une période indéterminée certains ne risquent pas d'être lésés.

Cependant, il est d'une nécessité absolue de repenser le système du Front car les conditions agricoles sont de plus en plus précaires et l'émigration cesse d'être une alternative en raison de la difficulté croissante d'immigrer dans les pays du Nord.

"Combien coûte le Front? Combien gagnons-nous?" Sont les deux principales questions que se posent les économistes. Il est clair que l'agriculture ne résoudra pas le problème des travailleurs du F.A.I.M.O. Peut-être des secteurs comme la pêche qui ont de forts potentiels deviendront une alternative pour la reconversion, qui de toute évidence va prendre du temps et qui changera la manière de penser le processus du développement du Cap-Vert, tant du côté du gouvernement capverdien que de celui des partenaires de coopération au développement.

(Source : Journal *A Semana* du 26.4.95, article de Vladimir Monteiro
"F.A.I.M.O. a espera de reconversao")

ERUPTION DU VOLCAN DE FOGO : COMMENTAIRES D'UN SPECIALISTE GEOLOGUE

François Le Guern, géologue français membre de l'équipe du volcanologue Haroum Tazieff, est allé à Fogo à la demande du gouvernement capverdien. Il a été interviewé par un journaliste du journal capverdien *A Semana*, dont voici les principaux extraits.

"A Semana"

Existe-t-il des différences entre l'éruption du volcan de Fogo et celles des volcans que vous avez déjà étudiées?

"François Le Guern"

La situation du volcan de Fogo est ressemblante à celle du volcan Etna (Italie).

Le volcan de Fogo est de la même nature que celui du volcan de l'île de la Réunion. Il est de type basaltique et son activité actuelle est inoffensive.

"S"

Entre les trois dernières éruptions, il y avait un intervalle de 40 ans. Peut-on prévoir la prochaine éruption dans 40 ans?

"FG"

Il n'y a pas de rythme régulier dans l'activité des volcans. Les récents travaux sur les gaz démontrent que la masse de magma active à l'intérieur des volcans est énorme. Les activités du volcan de Fogo peuvent s'arrêter aujourd'hui et reprendre dans trois mois ou dans 40 ans. Il n'existe pas de relation mathématique dans le cas des volcans. Le risque d'éruption volcanique existe à Fogo, mais peut facilement être prévenu sans faire de grandes dépenses en équipement.

"S"

Quel est votre travail en relation à d'éventuelles éruptions?

"FG"

Ma venue à Fogo se situe dans le cadre d'une mission de Protection Civile. Ma principale préoccupation est que la science soit au service des personnes.

"S"

La vie est-elle définitivement condamnée au pied du volcan de Fogo?

"FG"

Non, pas du tout. Les terres de cette région sont extrêmement riches. Nous indiquerons, dans notre rapport au gouvernement capverdien qu'il est possible d'accélérer la récupération de ces terres agricoles. Il faudra briser la partie supérieure de la lave avec un tracteur et couvrir cette partie avec de la poussière d'argile pour la rétention de l'eau. Tous les matériaux nécessaires existent localement. Ça ne sera pas une agriculture rentable mais elle permettra à la population locale de subvenir à ses besoins.

Source : *A Semana* du 8.5.95

CAFÉ-RESTAURANT



Les Glycines

Mets de Brasserie - Cuisine soignée
Une des meilleures fondues de Genève

MANUEL FORTES
Rue Dancet 6
1205 Genève
Tél. 329 39 98 - Fax 320 51 54

et...

Plats typiques des îles du Cap-Vert sur commande

Bienvenue aux nouveaux membres

depuis 1994

Madame Marie-Danielle GODECHOT - Zürich

Monsieur Vital HORTA - Petit-Lancy

Madame Maria MATTER - Genève

Madame Jacqueline ROZANT-SCHREYER - Archamps

Monsieur Gilbert SCHREYER - Genève

Un voyage au Cap-Vert ?!

Oui, l'Association partira en voyage au Cap-Vert en février 1996

(en même temps que les congés scolaires genevois)

(Iles de Santiago, Maio, Fogo et Santo Antão)

Organisez-vous !

*Si vous êtes intéressé/e, merci de nous retourner le coupon ci-joint
à l'adresse de l'Association Case postale 2001 1211 Genève 2
afin de prévoir le nombre de personnes voulant y participer
et pour raison organisationnelle. Merci d'avance !*

Dernières nouvelles *Le projet de Santo Antônio/Chá de Pedras avance bien :*

Etat des travaux :

Photos M.Fortes 08.1995



Un peu d'Histoire

Il était un petit navire...

L'impact du projet sur la production des pêcheurs de l'île de Brava est des plus positifs: le poisson ne manque plus à Brava, les prix de vente à la population ont baissé, le pouvoir d'achat des pêcheurs est monté en flèche, tout le monde est satisfait ! Non, tout le monde "était" satisfait ! Cette dernière phrase doit maintenant être écrite à l'imparfait... car notre projet était imparfait !

Oui, tout allait trop bien, si bien que nous croulions sous le poisson, que nos buts étaient largement dépassés, notamment celui de fournir à la population locale de Brava des protéines nécessaires à son alimentation. En septembre 1981 par exemple, mois où la pêche est peu productive, nous avons produit cinq fois la quantité nécessaire à la population locale.

Mea culpa ! Erreur de planification. Il fallait, avant de démarrer le projet, s'assurer des possibilités d'écoulement du surplus de poisson vers d'autres îles, mieux planifier la production. Oui, mais... Je sais qu'en 1978, 178'213 kg de perches ont été pêchées dans le Léman, que le Lac de Morat a fourni 232'231 kg de poissons en 10 ans et même qu'en 1933/38 le suisse a bu annuellement 36,1 litres de cidre... Mais, au Cap-Vert, la statistique n'est formée que de points d'interrogation; combien produisait-on de poisson avant le projet ! Quelle est la consommation effective, espérée ? Je vous le demande ! S'ajoutant à la complexité de la problématique du développement capverdien, le Gouvernement doit planifier dans l'ignorance du passé.

Mais, revenons à nos poissons. Nous avons donc surplus de production à Brava et, par chance, manque de poisson sur une autre île, dans la capitale Praia. La solution est évidente, mais nous sommes au Cap-Vert. Avoir un bateau à disposition relève de la gageure; lorsqu'il faut un capitaine, et là, cela relève de l'exploit.



*Le "Tantum"
sur les rochers de Brava*

On pêche, on conserve, on vent, on amortit, on gagne de l'argent, on élabore des projets, on rêve et... c'est le cauchemar : le bateau fait naufrage. Il était un petit navire, qui n'avait (presque) ja, ja, jamais navigué... Et là, la chanson devient dramatique.

Il y a quelques mois, une très belle embarcation de 16 mètres, totalement équipée pour la pêche de haute mer, offerte par le Gouvernement japonais, était confiée au projet de Brava afin de résoudre notre problème d'excédent de poissons. Ce bateau baptisé "Tantum" (nom d'un port de Brava), jouait alors un rôle primordial pour l'île : il était un véritable cordon

ombilical pour cette population totalement isolée du reste de l'archipel. Outre sa fonction de transport de poisson, il était utilisé pour évacuer des blessés ou malades, emmener des passagers, assurer le courrier.

"Tantum" faisait revivre Brava et surtout permettait aux pêcheurs de développer pleinement leurs activités.

Tous les 4 ou 5 jours, le navire regroupait le poisson pêché à Brava et à Fogo afin de l'apporter à Praia où cette denrée manquait. Economiquement, l'opération était rentable. Nous attendions encore un filet pour que "Tantum" puisse être pleinement utilisé hormis son travail de transport. Une nuit, de retour d'une livraison de 3 tonnes de poissons frais à Praia, "Tantum" fit escale à Fogo afin de venir me chercher avant de se rendre à Brava, son port d'attache. De nombreux passagers, femmes et enfants en particulier, profitèrent de cette aubaine : un bateau entre Fogo et Brava ! (Le bateau régulier se trouvait en panne depuis des mois). Tous les passagers étaient assoupis, la nuit était sombre, le bateau suivant son cap... le mauvais.

A une heure du matin, le drame éclate : un bruit violent, des cris, la panique, certains se jetaient à la mer. Devant nous, les rochers; derrière, les vagues qui nous soulevaient et nous jetaient avec violence contre la côte accore de Brava, contre les pierres acérées. Entre deux assauts de la houle, les passagers tentaient de prendre pied sur les rochers tranchants; dans la nuit, certains étaient balayés par une vague, projetés dans un trou, recouverts d'eau... images horribles que ne souhaite pas faire revivre.

Mais, un fait est là : le bateau est perdu; le poisson ne pourra plus quitter Brava, les malades resteront sans espoir de secours comme le fils de notre chauffeur Tony qui, à cause d'une mauvaise diarrhée, ne soufflera jamais sa deuxième bougie.

Un bateau, quelle importance ! Sur notre Léman, on en voit par milliers et de très beaux (surtout à quai !). Oui, mais la valeur d'un objet prend des dimensions très différentes en fonction du milieu dans lequel il baigne. Jamais, peut-être, autant de larmes ne furent versées pour un petit navire de 16 mètres. Pour Brava, "Tantum" représentait l'espoir; il signifiait la solution, l'avenir de quelques milliers d'êtres humains.

Et maintenant ? Maintenant rien. Hélas, nous nous trouvons, momentanément dans l'impasse. J'ai été contraint de suspendre le projet pour "non écoulement de poisson". Paradoxe d'un pays en voie de développement : un projet est forcé d'être paralysé pour excès de production de matière première...

Mais, nous n'avons pas dit notre dernier mot, nous cherchons une solution, le déblocage de ce goulot d'étranglement, tout en sachant par avance qu'une fois ce problème résolu, un autre nous guettera à l'horizon. Lequel ?

Extrait du bulletin d'information no. 4-décembre 1981/Christian Corminboeuf



A sec..

après avoir coulé 3 fois

